

Galette UTR Gironde
30 janvier 2025
Intervention sur l'actualité - Didier Gounet

Bonjour à toutes et à tous,

Il y a un mois, dans l'édito de notre Bulletin le Ré-Actif de décembre, que vous lisez toutes et tous avec attention, j'écrivais que l'actualité mondiale, européenne et française paraissaient de plus en plus inquiétante ou anxiogène.

Depuis, force est de constater que les améliorations sont très minimes. Trump et Elon Musk sont installés aux commandes des Etats-Unis depuis dix jours, tous les pouvoirs sont concentrés entre leurs mains. Et leurs intentions sont affichées : impérialisme avec la prise de contrôle du Groenland, du Panama, des visées vers le Canada. Une déclaration de guerre économique mondiale, particulièrement envers la Chine et l'Europe.

Et justement, en Europe, l'Ukraine s'enfoncé dans une guerre qui la détruit peu à peu, les Etats-Unis veulent réduire leurs aides. Sur le plan politique, les extrêmes droites progressent. Hongrie, Italie, Pays-Bas, Allemagne et bien sûr la France, où le RN est désormais solidement implanté.

Notre situation politique nationale, depuis la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par le président de la République, est intenable. Elle est faite de menaces, de polémiques, de tractations, qui éloignent le plus en plus la population de la politique. Et pendant ce temps, le Rassemblement national attend son heure, celle de la présidentielle de 2027, avec son galop d'essai lors des municipales l'année prochaine.

Et comme si ce n'était pas suffisant, voici le Premier ministre qui en rajoute dans les polémiques avec son expression sur la submersion migratoire. Au risque de mettre à bas les tentatives compliquées d'élaboration d'un budget pour la nation. C'est aujourd'hui que se réunit la Commission mixte paritaire entre sénateurs et députés pour tenter de trouver un compromis sur le budget. N'ayant pas un goût particulier pour la politique fiction, attendons de voir le résultat. Mais le terme de compromis, en politique, n'a pas le même sens que dans le dialogue social, n'a pas la même antériorité, j'y reviendrai.

Sur le plan national

Le Premier ministre a semblé vouloir redonner sa place à la démocratie sociale. Restera à voir si c'est une vraie volonté ou si c'est par peur d'être censuré.

Il a annoncé :

- Une « concertation sur le travail et les salaires », ou sur « la banque de la démocratie »
- L'ouverture du fameux « conclave sur les retraites »,

La CFDT refuse d'envisager la perspective d'un échec de ces discussions. Nous soulignons la responsabilité de tous les acteurs en la matière, et tout particulièrement celle des employeurs et de leurs représentants.

A la différence des politiques, je le disais à l'instant, passer des compromis porteurs de droits, les partenaires sociaux savent faire et ils l'ont montré dernièrement. Alors que l'on pensait que cela serait voué à l'échec, **trois accords nationaux interprofessionnels**

importants ont été signé. Un sur l'emploi et le travail des salariés seniors, un sur l'assurance chômage et un sur le dialogue social.

Et c'est de longue date que nous savons faire. Tout particulièrement sur les retraites, car ce sont bien les partenaires sociaux qui ont créé l'AGIRC puis l'ARRCO, dès 1947, puis 1961. Et depuis, ce sont les partenaires sociaux qui gèrent ces régimes, et d'autres comme l'Ircantec, avec rigueur et au bénéfice de tous leurs affiliés. Même si parfois ils ont dû prendre des décisions impopulaires temporaires ou plus durables.

Alors, pour cette concertation qui va s'ouvrir que veut la CFDT ?

L'objectif est de pérenniser notre système de retraites avec une seule boussole : la justice sociale.

Trois priorités nous animent.

64 ans, c'est non ! comme nous n'avons cessé de le crier dans les rues l'an dernier.

Reconnaitre la pénibilité des métiers ! Quatre situations de pénibilité ont été exclues du droit au départ anticipé en retraite. C'était il y a huit ans, en 2017. Et, excusez du peu, ces quatre situations représentent près de 90 % des déclarations de maladies professionnelles. Oui, 90 %

Réparer l'injustice faite aux femmes, les plus pénalisées aujourd'hui.

Pour l'instant, nous sommes dans l'attente des résultats des études de la Cour des comptes.

La CFDT fera des informations régulières auprès des militants et adhérents. D'ores et déjà, un webinaire intitulé « **Rendez-vous retraites 2025** » va s'ouvrir sur le site Internet de la confédération. Première séance la semaine prochaine, le mercredi 5 février à 17 heures 30.

Un autre point nous concerne, c'est le financement de l'autonomie et de la santé.

Là aussi, la politique du gouvernement est d'agir au coup par coup, de voir toutes les pistes d'économies possible pour combler les déficits, sans avoir une vision globale de quelle politique de santé / d'autonomie on veut ni avec quels financements.

Tout récemment, il fallait faire payer les retraités les plus riches, ce qui nous a permis au passage de découvrir qu'on était riche à partir de 2000 € mensuels... Pourquoi les seuls retraités ? Pourquoi 2000 € ? Mystère. Et puis hop, le projet a disparu. Pour mieux revenir ?

La vraie bonne question dans ce pays, à laquelle personne ne veut s'attaquer -sauf la CFDT- c'est une réforme en profondeur de la fiscalité. Là encore, nous sommes peut-être un peu seuls...

Toujours dans les projets en panne, celui **sur la fin de vie** : Le Premier ministre Bayrou, veut scinder le projet de loi actuel en deux textes. Un sur les soins palliatifs et l'autre sur la fin de vie. En clair, il ne veut pas de texte sur la Fin de vie, ce qui est sa position depuis le début et satisfait LR et RN.

La CFDT poursuivra son lobbying pour remettre en avant le projet qui a été victime de la dissolution et de la censure du premier gouvernement qui l'a suivie.

Cette année, il ne faudra pas oublier les 80 ans de la sécu à l'automne, qui pourraient être l'occasion de faire connaître plus largement nos

revendications sur la protection sociale que nous voulons et son financement et aussi faire un rappel de l'histoire, de sa création, du pourquoi elle a été créée pour donner du sens à notre attachement à ce système et à son évolution, pour les nouvelles générations.

Sur un autre plan, les économies demandées aux collectivités territoriales, même si elles sont moindres (2,2 milliards au lieu des 5 du début), vont impacter et impactent déjà les associations qui tournent autour de la culture, et aussi l'accès à certains services publics ou liés à la prise en charge de l'autonomie. Sur ce point, je pense que Romain Dostes, l'un des vice-présidents du département, ne manquera pas de développer tout à l'heure.

Je terminerai par notre développement :

Près de 800 adhérents à ce jour, avec deux vecteurs d'entrée : transferts et nouveaux (dont mutuelle)

Il reste plus de 1000 adhérents retraités dans les syndicats de salariés de l'UD. Une belle marge de progression encore ! Il n'est pas question de les brusquer, de les forcer à nous rejoindre. Nous devons continuer à être attractifs, à donner envie de nous rejoindre, convaincre que le syndicalisme retraité est utile, amical et festif.

Voilà ce que je souhaitais aborder dans mon introduction, mais d'autres sujets, d'autres débats sont prégnants. A commencer par la situation à Mayotte ou bien le dérèglement climatique par exemple.

Alors ici, l'expression est libre, nous sommes la CFDT. A votre tour d'intervenir, et même si nous, retraités CFDT de Gironde, ne réglerons pas ces sujets d'un coup de baguette magique, nous pouvons contribuer à la réflexion, contribuer à l'action.